



Organisation des Nations Unies

Transcription de la conférence de presse ONE UN en RDC, le 18 mai 2022 à Kinshasa

La conférence de presse des Nations Unies était animée à partir de Kinshasa par Mathias Gillmann, porte-parole de la MONUSCO et coordonnateur du Groupe de communication des Nations Unies.

Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Bonjour à tous, merci aux auditeurs de Radio Okapi et bienvenue dans cette nouvelle conférence de presse des Nations Unies en République démocratique du Congo.

Avec nous aujourd'hui ici à Kinshasa, Aristide Ongone Obame, Représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en RDC. Nous sommes connectés aussi avec nos bureaux à Goma, Bunia et Beni.

Les Nations Unies en RDC suivent avec le plus grand intérêt les derniers développements liés au processus électoral. Pour la MONUSCO, ce suivi s'aligne sur la demande du Conseil de Sécurité des Nations Unies de faciliter la conduite de processus politiques inclusifs et apaisés.

La révision de la Loi électorale représente l'une des dernières opportunités de renforcer les mécanismes de transparence et de redevabilité susceptibles de garantir des élections de qualité et de restaurer, au moins en partie, la confiance entre les parties prenantes. A ce titre, la Mission salue les efforts du Président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso, tendant à favoriser l'inclusivité de la révision de la Loi électorale.

Les Nations Unies regrettent que l'opposition conditionne sa participation aux travaux à la réouverture d'une décision déjà actée par les institutions du pays ; de même, elles regrettent les tensions politiques et sécuritaires que ces désaccords suscitent et rappellent la nécessité d'observer un maintien de l'ordre respectueux des droits et libertés fondamentaux.

Les Nations Unies regrettent également que, le 12 mai, en plénière, les députés de la majorité se soient prononcés contre la publication des résultats par bureaux de vote ou encore contre des propositions qui garantiraient la présence des femmes sur les listes de candidats.

Adopter une Loi électorale garantissant la transparence et l'inclusivité des élections – à tous les niveaux et toutes les étapes – pour réduire les tensions politiques, institutionnelles et pré-électorales et faciliter la préparation des scrutins de 2023, est essentiel et nous encourageons toutes les parties prenantes à faire preuve de flexibilité concernant les moyens d'atteindre ces objectifs.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

La MONUSCO reste disposée à soutenir toute initiative constructive et inclusive allant dans le sens de l'unité et de la cohésion nationale.

La Représentante spéciale du Secrétaire général en République démocratique du Congo, Bintou Keita, a rencontré ce lundi le Gouverneur de l'Ituri, Johnny N'Kashama Luboya, qui était en visite à Kinshasa. Ils ont évoqué la situation dans la province, touchée par la double menace des ADF et des CODECO, et du soutien de la MONUSCO à l'armée, notamment par des opérations conjointes et un renforcement de la sécurité autour des sites de déplacés.

Concernant les manifestations de ce weekend à Mambasa, la MONUSCO tient à faire la clarification suivante : elle ne s'est pas retirée du territoire et continue ses opérations contre les ADF. Les Casques bleus conduisent actuellement des patrouilles de longue portée dans la zone, et souhaitaient installer de manière temporaire une petite base, un point d'ancrage, à Mambasa.

Compte tenu des manifestations qui ont été organisées contre cette décision, et dans un souci d'apaisement, cette petite base temporaire n'a pas été installée à Mambasa. Mais la MONUSCO continuera d'échanger avec les autorités locales, la société civile et la population afin d'expliquer son travail, dissiper d'éventuels malentendus et contrer la désinformation utilisée par certains pour faire perdurer l'instabilité dans ces zones.

Je vais maintenant donner la parole à mon collègue Amadou Ba à Goma pour un point sur la situation sécuritaire et militaire. Amadou, on vous écoute.

Chargé de l'Information publique de la MONUSCO/Goma [Amadou Ba] : Merci Mathias. Au cours des deux dernières semaines, la Force de la MONUSCO a continué à mener des missions opérationnelles, des travaux de génie et des reconnaissances aériennes visant à renforcer la protection des civils. La plupart des actions de la Force sont toujours axées sur l'application et le soutien du mandat, la protection des civils, le soutien aux institutions de la RDC, en particulier les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) pour lutter contre toute menace contre la population.

En outre, la Force continue de coopérer avec les autorités locales et autres parties prenantes pour escorter les convois civils le long des différentes routes.

Par conséquent, la Force continue de répondre vigoureusement à toutes menaces et violations pouvant nuire à la population. Cette posture demeure essentielle pour assurer la protection des civils, éviter les pertes en vies et permettre aux populations de vaquer à leurs activités socio-économiques quotidiennes.

Le lundi 16 mai 2022, à Kinshasa, le Commandant de la Force, le Général de Corps d'Armée Marcos A. da Costa, a rencontré le Chef d'Etat Major des FARDC, le Général Célestin Mbala au Quartier Général des FARDC pour coordonner les opérations conjointes des deux forces. La

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

réunion visait à synchroniser et à renforcer les opérations des forces conjointes sur la protection des civils en RDC.

À Béni et à Bunia, les forces de la MONUSCO ont réduit la menace de violence dans toute la zone d'opération. La présence des casques bleus a assuré la protection et la stabilité locales au moyen d'un contrôle de zone permanent et robuste, d'un engagement contre les groupes armés et d'un soutien constant aux forces de sécurité locales. Les Forces à Beni et Bunia ont engagé les groupes armés, repoussant fermement leurs attaques, en particulier contre les personnes déplacées.

Par exemple, le 9 mai dernier, une section de casques bleus népalais a réagi rapidement et vigoureusement à une attaque CODECO au camp de déplacés de Loda. Les milices ont rapidement battu en retraite après avoir subi de lourdes pertes. L'action rapide et opportune des Casques bleus a sauvé des vies. La Force poursuivra tous ses efforts pour soutenir et promouvoir le mandat et apporter la stabilité et la paix en RDC, notamment en intensifiant le nombre de patrouilles et d'opérations pour réduire les attaques des groupes armés.

Enfin, à noter que 26 membres de trois différents groupes armés actifs dans le Sud-Kivu se sont rendus volontairement à la MONUSCO et ont été pris en charge par nos collègues du Désarmement, Démobilisation et Réintégration au sein de la Mission. Merci de votre attention.

Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Merci beaucoup Amadou, avant de donner la parole à notre invité, je voulais vous signaler que l'UNICEF avertit dans un nouveau rapport *SOS Enfants* que le nombre d'enfants souffrant d'émaciation sévère, c'est-à-dire de malnutrition sévère, est en hausse. Il déjà était déjà en hausse avant que la guerre en Ukraine ne menace de plonger le monde dans une crise alimentaire encore plus profonde. C'est un point que notre invité va couvrir.

Mais d'après les projections, le prix des [aliments thérapeutiques prêts à l'emploi](#) devrait enregistrer jusqu'à 16 % d'augmentation au cours des six prochains mois en raison de l'envolée du coût des matières premières.

La situation sur l'émaciation en République démocratique du Congo (RDC) demeure préoccupante depuis les dernières décennies. Les provinces de l'Ituri et du Nord-Ubangi ont les prévalences de l'émaciation sévère les plus élevées.

Et enfin, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) vient de nommer la diva de la chanson africaine, Barbara Kanam, « Ambassadrice nationale de bonne volonté du Programme des Nations Unies pour le Développement pour la Promotion des Actions Climatiques en RDC ». Elle s'engage à assurer la sensibilisation et le plaidoyer à tous les niveaux pour la prise en compte des actions de lutte contre le changement climatique en général et le changement des comportements en matière d'utilisation de bois de chauffe.

Je donne maintenant la parole à notre invité, Représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en RDC, Aristide Ongone Obame.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

Représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en RDC [d'Aristide Ongone Obame] : Merci. Je vais vous entretenir à travers une petite déclaration sur la situation de l'insécurité alimentaire en République Démocratique du Congo

La République Démocratique du Congo demeure un état fragile sur le plan alimentaire malgré ses ressources et son potentiel agricole cultivable estimé à plus de 75 millions d'hectares dont moins de 10 millions d'hectares seraient exploités.

Le rapport du 20^{ème} cycle de l'IPC en RDC révèle plus de 27 millions de personnes en phase de crise alimentaire et de moyens d'existence aigüe, soit 26% de la population analysée ayant besoin d'une action urgente. Des facteurs ci-après seraient à la base de cette situation d'insécurité alimentaire au pays :

Les faibles performances des productions agricoles, dues à la mauvaise répartition des pluies, aux maladies et ravageurs des cultures ou à un accès limité aux semences sont, dans la majorité des territoires analysés, les principaux facteurs limitant la sécurité alimentaire des ménages. Les épizooties qui privent les ménages d'une source de revenus alternative.

Le délabrement des infrastructures et voies de communication, qui limitent l'entrée ou la sortie des denrées dans les zones.

Les conflits armés et communautaires empêchent les ménages d'accéder à leurs champs et entraînent le pillage des récoltes.

L'activisme de ces groupes et les conflits provoquent des mouvements de population obligeant les ménages à laisser derrière eux leurs moyens d'existence.

La pandémie à Covid-19 et ses restrictions (état d'urgence sanitaire), les activités des ménages n'ont pas pleinement repris, en particulier dans les zones dépendantes des activités transfrontaliers.

Les moyens d'existences et le pouvoir d'achat des ménages se trouvent limités en particulier dans les zones rurales dans un contexte de prix élevés des denrées de base limitant la capacité des ménages à accéder à l'alimentation. A cela s'ajoute, une faible consommation des aliments diversifiés.

Il y a aussi l'impact de la crise russo-ukrainienne. La Fédération de Russie et l'Ukraine sont les deux principaux fournisseurs de blé, de maïs, d'orge, d'huile comestible, de carburant et d'engrais sur les marchés mondiaux. Les principaux risques pour les pays en crise alimentaire découlent de leur dépendance aux importations de produits alimentaires et d'intrants agricoles.

Au début du mois d'avril 2022, la situation économique en RDC était relativement stable malgré les risques d'un impact futur de la crise ukrainienne, notamment en ce qui concerne la hausse des prix du gaz et du pétrole brut ainsi que de certains aliments de base. L'inflation hebdomadaire est passée de

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

0,33 % à 0,34 % au cours de la dernière semaine de mars¹, et les prix des denrées alimentaires sur les marchés locaux n'ont que légèrement augmenté, notamment à Kinshasa².

Le prix du pétrole a atteint un pic de 123 USD par baril à la mi-mars et se situe actuellement à 94 USD le baril³. D'autres matières premières comme le cuivre, le cobalt et le zinc ont poursuivi leur tendance à la hausse. Cela pourrait être avantageux pour la RDC, qui est un producteur de ces matières premières.⁴

Les céréales représentent la plus grande part des produits alimentaires importés, suivies par le sucre, les fruits, les légumes et le poisson.

Alors que près de 70 % de toutes les importations de blé en RDC proviennent de la Fédération de Russie et de l'Ukraine (voir figure 3), il convient de noter que le blé représente un pourcentage relativement faible des aliments de base consommés en RDC. La consommation alimentaire se compose principalement de manioc, suivi d'autres racines et tubercules, de céréales, de légumes, d'oléagineux et de fruits.

Néanmoins, le blé est un aliment de base important, en particulier pour les ménages urbains⁵ et les consommateurs se plaignent de la forte augmentation du prix du pain. Notamment, le *Mouvement national des consommateurs lésés* (MNCL) a déploré que à Kinshasa le prix du pain de mie soit récemment passé de 500 à 750 CDF, et s'est inquiété du fait que les salaires restent les mêmes.

Le conflit ukrainien n'a pas seulement un impact sur les prix, il crée également des complications supplémentaires pour les opérations logistiques mondiales. Selon la UNCTAD⁶, les coûts de certaines sections du transport maritime par conteneurs ont massivement augmenté depuis la mi-mars. Pour un pays comme la RDC qui connaît déjà d'importants problèmes d'approvisionnement, cela peut avoir un impact important sur la disponibilité de différents produits importés. Des preuves anecdotiques en provenance de Kinshasa font déjà état de certains problèmes d'approvisionnement en pétrole brut et en gaz. Alors, la rareté du carburant dans certaines provinces du pays a provoqué la hausse de prix du transport à la course qui est passé de 500 FC à 1000 FC voire plus sur certains tronçons.

Alors par rapport à toute cette situation, quelles sont les initiatives de la FAO ? Première chose sur les systèmes alimentaires, c'est qu'en 2021, la FAO a appuyé l'évaluation des systèmes alimentaires en RDC. Cette évaluation est une très bonne base pour développer des systèmes alimentaires locaux inclusifs, équitables et résilients devant permettre de valoriser au mieux la production locale.

¹ BCC. 2022. Note d'information hebdomadaire. Numéro 3.5/2022, semaine du 25 mars au 1 avril 2022. Conjoncture économique en bref. Il est possible que cela doive être mis à jour. La BCC a émis d'autres billets depuis lors.

² Chiffres préparés par l'Institut National de Statistique (INS).

³ Le pétrole brut WTI sur www.marketwatch.com (consulté le 12 avril 2022).

⁴ Congo Challenge. 2022. Evolution de la situation économique et politique en République démocratique du Congo. Numéro 58, Février 2022 et Numéro 59, Mars 2022 ; BCC. 2022 Numéro 3.5.

⁵ FIDA 2022 : Impact de la guerre Russie-Ukraine sur l'agriculture et la sécurité alimentaire en Afrique occidentale et centrale.

⁶ UNCTAD. L'impact sur le commerce et le développement de la guerre en Ukraine. Évaluation rapide 2022

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukoki@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

On peut également citer dans le cadre de cette initiative que la RDC a choisi le manioc comme produit phare que la FAO va accompagner.

Et enfin, dans une autre initiative Main dans la Main, nous allons accompagner le pays à mettre en œuvre de politiques publiques en vue du développement rural et agricole.

Question 1

Seraphin Nkiere May/ Agence Congolaise de Presse : Monsieur le Représentant, je crois que la FAO a été parmi les organismes qui ont appuyé la RDC dès le début de l'indépendance. Mais à ce jour, malgré les millions de kilomètres carrés de terres arables, la RDC n'arrive pas à faire de l'agriculture justement priorité des priorités. C'est ce qui fait que nous souffrons toujours de l'insécurité alimentaire en partie à cause de la FAO. Qu'est-ce que vous en dites ?

Représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en RDC [d'Aristide Ongone Obame] : Nous allons essayer modestement et de manière objective de nous mettre d'accord, de bien comprendre ce qu'est la FAO. La FAO, ce n'est pas elle qui mène les politiques d'agriculture dans les Etats membres, ce n'est pas le rôle de la FAO. Les gouvernements sont chargés de cela. La FAO n'est pas présente qu'en RDC, nous sommes présents dans tous les pays du monde pour accompagner les gouvernements. Nous sommes un partenaire qui accompagne le développement.

Nous mettons à la disposition du gouvernement les politiques, nous renforçons les capacités, les cadres qui ne sont pas mis en place, on aide les pays à les mettre en place et nous accompagnons les pays à capter des financements dans tous les secteurs qui font partie de notre mandat. Mais la mise en œuvre du développement du secteur ne dépend pas de la FAO mais du gouvernement, ça ne dépend pas de la FAO.

Donc, il ne faut pas qu'on change le rôle, la FAO ne vient pas se mettre à la place du gouvernement. On vient accompagner le gouvernement.

Si vous avez bien suivi ma déclaration, vous avez pu comprendre les causes profondes, ce qui mine ce secteur. Ces causes ne proviennent pas de la FAO, et de manière beaucoup plus globale, ce ne sont pas les Nations Unies. Les Nations Unies ne sont là que pour accompagner le pays à relever les défis.

Donc, je ne suis pas du tout avec ce que vous dites que ce qui arrive à la RDC, c'est à cause la FAO. J'espère que vous allez pouvoir retirer cela. Merci.

Question 2

Dieu Merci Udongo/ Radio Canal Révélation & Bunia Info24 (Bunia) : Ma question s'adresse aux deux porte-paroles de la MONUSCO, civil et militaire. Lors d'un récent atelier sur l'éthique et la déontologie au sein des Forces armées de la RDC tenu à Kinshasa, le chef

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

de l'Etat a sévèrement critiqué certains militaires qui versent dans la trahison, la corruption et même qui soutiennent les groupes armés. La MONUSCO est partenaire de ces mêmes FARDC dans la lutte contre les groupes armés, quelles dispositions prenez-vous pour vous rassurer que vous travaillez avec des partenaires fiables ?

Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Ecoutez c'est une très bonne question. Nous sommes en RDC justement parce qu'il y a des lacunes au sein de votre armée, sinon il n'y aurait pas besoin d'avoir des casques bleus et une présence internationale pour aider votre armée.

Donc nous à la base, effectivement nous travaillons avec une armée qui a des défis, des défis logistiques, des défis en termes de formations et parfois des défis en termes de comportement et d'éthique comme vous dites.

Nous avons un partenariat régulier avec les Forces de l'armée congolaise. Je vous donne un exemple, nous avons un comité de suivi où notre bureau des droits de l'homme rencontre, chaque mois, nos partenaires de l'armée congolaise, et chaque mois, [notre bureau] leur dit : on nous a signalé de potentielles violations à tel endroit où l'armée congolaise est intervenue, on nous a signalé des cas d'agression sexuelle, on a signalé du pillage, on nous a signalé un ensemble de violations potentielles que nous documentons, et que nos rapports d'ailleurs, que vous suivez j'espère chaque mois, mettent aussi en exergue.

Nous sommes ici pour améliorer justement l'armée congolaise. Et on l'améliore comment ? C'est-à-dire qu'est-ce qu'on attend de nos partenaires ? Eh bien qu'ils prennent ce qu'on appelle des mesures correctives et des mesures préventives pour améliorer justement à la fois leurs performances logistique et militaire mais aussi tout ce qui a trait à la conduite et à la discipline. Et nous attendons de nos partenaires des FARDC qu'ils prennent justement ces mesures.

Il y a un effort important qui a été fait ces dernières années au niveau de la justice militaire. Il y a de nombreux militaires qui sont jugés régulièrement par la justice militaire qui prend des mesures. Et on attend que ces mesures se renforcent parce que notre but c'est que l'armée congolaise, à la fois de manière logistique, et dans son comportement et dans la manière dont elle conduit ses opérations soit en ligne avec ses obligations en matière de respect du droit humanitaire international et des droits de l'homme.

Des engagements que la République démocratique du Congo a pris. Et évidemment, nous espérons arriver à un moment où l'armée congolaise n'aura plus besoin de notre présence.

Question 3

Jael Mulowayi/ Actu30 : Dans son rapport publié le 10 mai, Amnesty international a fait savoir que le nombre de civils tués pendant l'état de siège a doublé. Et des voix s'élèvent, politiques et parlementaires qui suggèrent qu'on puisse lever l'état de siège. Est-ce que la MONUSCO, vous qui êtes partenaire de l'armée congolaise aussi sur cet état de siège, vous souhaitez aussi qu'on puisse lever l'état de siège comme les autres le souhaitent ?

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : L'état de siège, c'est une décision souveraine qui a été prise par le gouvernement, les autorités congolaises, afin d'améliorer, en tout cas c'est comme ça qu'ils ont expliqué cette décision, afin de pouvoir intensifier la lutte contre les groupes armés, en mettant en charge de toutes les décisions, dans les deux provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, des militaires, avec un adjoint policier. C'est-à-dire, c'est leur décision, c'est ce qu'ils essaient de faire depuis maintenant plus d'un an.

Pour nous, ça ne change pas la manière dont on travaille avec les autorités, qu'elles soient militaires ou civiles. C'est une décision souveraine. C'est-à-dire qu'on ne milite ni dans un sens ni dans l'autre. On ne fait de plaidoyer ni dans un sens ni dans l'autre.

En revanche, depuis le début nous disons que nous sommes des partenaires vigilants et déterminés au respect des libertés fondamentales, à la conduite encore une fois des opérations militaires avec en première préoccupation la protection des civils et éviter des dommages collatéraux.

Il est certain que plus vous mettez la pression sur les groupes armés, plus vous allez avoir des morts civils. Malheureusement, c'est un effet pervers parce qu'évidemment les groupes armés, notamment les ADF et les CODECO, sont des groupes qui se vengent des opérations dont ils sont la cible contre la population civile.

Donc il y a effectivement de graves problèmes qui perdurent notamment en territoire de Djugu, dans le territoire d'Irumu et d'autres zones, et nous continuerons à accompagner les FARDC, à travailler en coordination aussi avec l'armée ougandaise qui est maintenant, vous le savez, sur une zone d'opérations contre les ADF.

Evidemment, on ne peut pas se satisfaire du nombre de victimes civiles qui a augmenté. Personne n'est aveugle sur ce constat. Mais nous pensons que de manière systémique, nous avons mis en place notamment des mécanismes de coordination avec les FARDC, nous avons lancé des opérations conjointes avec les FARDC, ce qui ne se faisaient plus trop les années précédentes.

Et donc nous pensons que ces efforts peuvent faire une différence. Il faut continuer les efforts pour intensifier ça et effectivement essayer de protéger au maximum les civils qui sont victimes de groupes qui sont de plus en plus éclatés ; et du coup, ce sont de plus en plus de petits groupes de combattants qu'il est effectivement très difficile de maîtriser. Et il est effectivement toujours un défi de prévenir toutes les attaques dans un pays où les infrastructures sont si faibles et les groupes armés si nombreux. Mais on va continuer à travailler avec nos partenaires de l'armée.

Question 4

Papy Okito/ Echo d'opinion (Goma) : Ma question, je la pose à l'invité, Monsieur le Représentant de la FAO. Jadis la FAO donnait des intrants aux agriculteurs partout en République démocratique du Congo et notamment ici au Nord-Kivu où la sécurité alimentaire est tellement menacée à Masisi, comme dans le Rutshuru, à Walikale aussi, c'est la même chose. Mais à un certain moment, on a vu disparaître les graines qu'on

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

donnait à ces agriculteurs pour subvenir à leurs besoins, surtout les déplacés et autres. Aujourd'hui, est-ce qu'il y a encore ce genre de don pour la population afin d'éviter la famine qui menace le Congo ?

Représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en RDC [d'Aristide Ongone Obame] : La question est bien posée. Il faudrait peut-être que je précise que la distribution des intrants de qualité, en tête desquels les semences, ne s'est jamais arrêtée. On a continué à distribuer les semences. Mais nous le faisons toujours-, je veux que ça soit bien compris-, dans le cadre de programmes, de projets où il y a un ciblage et on sait à qui on va distribuer ces semences, ça ne se fait pas au hasard comme ça.

Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'un projet ou un programme est limité dans le temps et est focalisé sur une cible bien précise. Ce qui fait qu'on peut distribuer les semences dans le Nord-Kivu, comme vous le dites, dans le cadre d'un projet, ce projet va se terminer. Et pendant qu'on le fait dans le Nord-Kivu, on ne le fait pas nécessairement au Sud-Kivu, parce que tout ceci dépend de la disponibilité de financement.

Pour vous rassurer que nous le faisons, surtout cette stratégie que nous avons mise en place, la stratégie de mobilisation des ressources, ces activités existent toujours. Si vous vous rapprochez un peu de la FAO à Goma, vous allez vous rendre compte que nous avons de gros projets là-bas, dans lesquels il y a des composantes distribution d'intrants, à l'intérieur de ces intrants, vous appelez ça graines, moi je vais appeler ça des semences. Parce qu'on ne distribue pas les graines pour manger, on distribue les semences pour cultiver, pour produire.

Donc au risque de me répéter, nous le faisons toujours, nous ne le faisons peut-être pas partout en même temps, parce que les financements ne le permettent pas. Et si les financements le permettaient, on le ferait partout.

Donc, la FAO est toujours là dans cette distribution, mais on ne fait pas que ça. On fait beaucoup d'autres choses. C'est pour rassurer celui qui a posé la question que les activités de distribution des semences améliorées se poursuivent, peut-être pas aujourd'hui dans votre territoire, mais ça se fait ailleurs au Nord-Kivu, au Sud-Kivu, dans le Tanganyika, dans l'Ituri, nous sommes présents partout. Merci.

Question 5

Yves Mutalimbo/ Téléplus & Newsone Kinshasa : Je serai un peu clair par rapport à la situation qui se passe notamment dans le territoire de Mambasa. Après un total soulèvement de la population de Mambasa toute la journée du vendredi 13 mai, les éléments de la MONUSCO -quelques-uns- se sont retirés dans la région de la province de l'Ituri. Selon la population, la MONUSCO serait – je peux dire comment... - impliquée dans les massacres de civils dans la région du Nord-Kivu et de l'Ituri. Alors qu'est-ce qui se passe entre la population de Mambasa et la MONUSCO ?

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : D'abord, je voudrais peut-être tempérer quand vous dites que la population s'est entièrement soulevée. Il y a eu effectivement des manifestations, on n'est pas aveugles à ce qui se passe. Ces manifestations reflètent clairement des malentendus et des frustrations au sein de la population, mais, il ne faut pas être naïf non plus, elles reflètent aussi clairement de la manipulation de certaines personnes qui n'ont pas intérêt à ce que l'autorité de l'Etat soit rétablie dans des zones où chacun a pu faire ses petits trafics, etc...

Je ne vais pas vous apprendre que l'instabilité a aussi des profiteurs, des gens qui ne souhaitent pas en réalité que la situation s'améliore et que l'Etat congolais commence à mettre son nez dans ce qui se passe.

Donc il ne faut pas être non plus trop naïfs sur les manifestations : il y a à la fois un sentiment qu'on peut comprendre d'impatience, de frustration et de méfiance par rapport à la MONUSCO ou d'autres acteurs internationaux, mais il y a aussi de la manipulation.

L'idée que la MONUSCO soutient les groupes armés, c'est complètement faux. Je ne sais même plus comment trouver les mots pour réfuter : nous avons 400 membres de la MONUSCO et de la MONUC avant ça qui sont morts dans ce pays, dans cette lutte contre les groupes armés. L'année dernière, nous avons perdu une jeune soldat du Malawi, cette année un Népalais contre la CODECO, plus notre hélicoptère abattu.

C'est franchement insultant de soutenir que nous sommes là pour aider les groupes armés. Encore une fois, je pense que ça relève de la manipulation et qu'il n'y a absolument aucun fait qui peut corroborer un quelconque soutien aux groupes armés. Et j'en tiens pour preuve d'ailleurs que votre armée, d'ailleurs, votre gouvernement, votre police, vos institutions demandent, continuent de demander le soutien de la MONUSCO.

Si nous étions des ennemis de l'intérieur, je pense que quelqu'un s'en serait déjà rendu compte dans votre gouvernement, et ce n'est pas non plus faire honneur à leur perspicacité que de suggérer qu'ils s'adjoignent un partenaire qui serait de mèche avec ceux qu'ils combattent. Donc je pense qu'il faut un peu essayer de sortir de cette vieille rengaine que malheureusement, nous entendons depuis des années et que probablement, nous continuerons malheureusement à entendre encore un moment.

Question 6

Violette Nseyo/ Héritage Radio : La MONUSCO a toute une liste de regrets sur les tenants du processus électoral. Je vous ai suivi, vous avez cité... vous fustigez le comportement de l'opposition et puis la question de la non-représentativité des femmes, et tout ce qui se passe à l'Assemblée nationale. La question est de savoir : est-ce que la MONUSCO veut faire absorber à l'opposition une pilule qu'elle ne veut pas ?

Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : D'abord, les mots sont importants : nous n'avons pas « fustigé » l'opposition, nous avons simplement regretté que l'opposition conditionne sa

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

participation à une décision qui est déjà actée par les institutions. C'est ça, les mots qui ont été dits : nous ne fustigeons ni l'opposition, ni la majorité.

Ce qui est dans notre rôle, dans la conduite de processus apaisés, c'est de sonner l'alerte quand on voit des points de contention, ou des nœuds qui ne semblent pas arriver à se dénouer tout seuls. Et nous avons ce mandat du Conseil de sécurité, par les bons offices qui nous sont accordés par la résolution du Conseil de sécurité, d'essayer de créer du lien et d'essayer d'alerter quand on voit qu'il y a des blocages, et d'essayer de pousser, effectivement, certaines causes, comme la représentation des femmes, qui est extrêmement chère au Secrétaire général des Nations Unies, à Madame Keita évidemment, et aux Nations Unies en général.

Nous sommes donc complètement dans notre rôle, dans le plein respect de la souveraineté du Parlement ; c'est le Parlement lui-même qui va réviser cette Loi électorale, ce n'est pas nous qui sommes en train d'essayer de dicter ce qui doit y être écrit. En revanche, quand on voit un point de blocage, on fait notre plaidoyer pour prendre en compte l'importance, notamment, de la représentation des femmes, et effectivement le regret que des amendements proposés en ce sens n'aient pas été adoptés par la majorité. Mais encore une fois, on ne fustige personne. Merci.

Question 7

Sébastien Kitsa Musayi/ Afrikimages Agency (Beni) : Ma question s'adresse à la MONUSCO. Est-ce qu'on peut avoir en quelques lignes les réalisations des forces de la MONUSCO dans la région de Beni depuis l'échange avec la coordination des opérations conjointes FARDC-UPDF à Kamango, en janvier ?

Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Ecoutez, je vais demander à mes collègues militaires de travailler sur un petit résumé de ce qui a été fait récemment. Je pense notamment à la libération du bastion de Mont Hoyoy – il me semble que c'est dans cette zone – mais je vais laisser mes collègues militaires revenir vers vous avec le détail de ce qui se passe à Beni. Vous avez, vous savez, des fonctionnaires de l'information qui peuvent vous donner des détails sur ce qui se passe exactement autour de Beni. Malheureusement, je n'ai pas en tête tout ce qui se passe dans tous les sous-bureaux. Mais on va travailler là-dessus.

Question 8

Benoît Kambere Lusumba/ L'Emergence et Echos de la Région des Grands Lacs : Je voudrais aborder la question de la sécurisation des convois. Je ne sais pas, Mathias, si vous pouvez nous le donner ici, mais peut-être que vos collègues de Beni et de Goma et Bunia peuvent nous dire quelque chose à ce sujet. Est-ce que la sécurisation des convois de véhicules qui quittent Bunia pour Beni, ou qui quittent Goma pour le Grand Nord, est toujours faite par la MONUSCO et à quel rythme ?

Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Je peux trouver le détail du nombre de convois qui ont été faits mais depuis toujours – enfin, disons, depuis plusieurs années –, la sécurisation des axes routiers, notamment pour Bunia qui est une ville assez fragile, en ce sens qu'il

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

n'y a pas beaucoup de routes qui desservent cette ville importante... La sécurisation des axes routiers, c'est une des priorités de nos militaires, et évidemment, la sécurisation des axes routiers continue d'être une priorité pour nous, nous continuons à travailler là-dessus.

Sur le nombre de convois exactement qui sont sécurisés – c'est-à-dire accompagnés par des militaires de la MONUSCO, sur quels axes et à quelle fréquence, je vais demander également à mes collègues militaires d'y revenir, mais la RN4 et la RN27 restent des points extrêmement importants pour nous, pour permettre à la fois aux forces de sécurité de circuler sur ces axes importants, mais évidemment aussi à la population de continuer à vivre, à subvenir à leurs besoins par le commerce.

Question 9

Samy Shamaba/ Congo 26 (Goma) : Récemment, la population de Goma a été alertée par l'Ambassade des Etats-Unis, conjointement avec l'Ambassade de France. Mais à notre grande surprise, nous sommes en train de voir des éléments de la MONUSCO dans la ville, et jusque-là, nous ne savons pas quelle est la position de la MONUSCO face à ces alertes ? Est-ce que ce n'est pas une manière d'inciter la communauté internationale à ce que le souverain pontife n'arrive plus à Goma ?

Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Cette alerte a été diffusée par les services de l'Ambassade américaine, il me semble, et relayée par les services de l'Ambassade de France. Donc c'est à eux qu'il faut demander plus d'informations. Nous n'avons pas de commentaire à faire sur ce qui est envoyé par des Ambassades d'Etats membres.

Question 10

Jean Serge Burauzima/ Mashariki RDC (Goma) : Je voudrais savoir quelle est la position de la MONUSCO face aux déplacements constants de populations ici ? A ce que nous sachions, la MONUSCO a pour mandat de protéger la population, mais curieusement, lorsque les populations sont menacées par-ci par-là par les groupes armés, on ne sent pas la MONUSCO venir aux côtés des populations qui sont aujourd'hui, je vais le dire, que ce soit à Rutshuru, à Masisi, abandonnées à leur triste sort. Quelle est la position de la MONUSCO finalement par rapport à toutes ces questions de déplacements massifs des populations liés aux attaques constantes de groupes armés ?

Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Ecoutez, concernant la situation à laquelle vous faites référence à Rutshuru, la MONUSCO, notamment avec nos Casques bleus, avec nos bases qui sont non loin des endroits où il y a eu les combats, a travaillé justement à sécuriser au maximum les personnes déplacées. Nous avons également sécurisé des convois pour que l'aide humanitaire de nos partenaires, des Agences, Fonds et Programmes, puisse parvenir jusqu'à la population.

Donc, est-ce qu'on peut en faire plus, est-ce qu'on devrait encore en faire plus ? Tout est toujours possible. On peut toujours critiquer ce qui est n'est pas fait, mais il faut aussi voir ce qui est fait. Et nous avons beaucoup travaillé sur justement la protection des populations déplacées dans le

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

Rutshuru et sur l'acheminement sécurisé d'une aide humanitaire aussi vite que possible à ces populations déplacées par les combats dans cette zone.

Question 11

Venant Vudisa / RTNC : Mathias, permettez qu'on vous pose cette question. Une des solutions aux atrocités commises par les groupes armés, c'est d'intégrer leurs membres au sein des FARDC. Solution, sinon suggestion à laquelle s'opposent les membres du Conseil ou les représentants du Conseil de sécurité qui sont basés dans notre pays. Alors, selon vous, cette façon de refuser serait-elle une solution aux atrocités commises dans la partie-est, malgré l'état de siège ? A vous de préciser.

Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Venant, merci beaucoup. Je pense que la réintégration dans les groupes armés, si je puis me permettre, c'est quelque chose qui a été fait au Congo depuis 20 ans. Est-ce que vous avez le sentiment que cela a marché ? Est-ce que vous avez le sentiment que la situation est meilleure ? Est-ce que vous avez le sentiment que cette approche a permis de ramener la stabilité ? Ecoutez, moi je pense que c'est assez clair que ce n'est pas le cas.

Et j'ajouterai qu'effectivement la position que vous avez décrite est celle des Nations Unies mais c'est aussi celle de votre président Félix Tshisekedi qui est : « pas de réintégration dans l'armée, pas d'amnistie pour crime grave et une réintégration des anciens combattants sur la base d'un soutien aux communautés qui les accueillent et non pas d'une récompense à des membres des groupes armés ». Ce qui n'a, à mon avis, pas marché. Je pense que l'histoire parle dans ce sens.

Question 12

Emmet Livingstone/ AFP : L'armée ougandaise vient d'annoncer qu'elle va se retirer du Congo dans deux semaines. Qu'est-ce que cela veut dire ? Qu'est-ce que cela changerait pour la MONUSCO ? Qu'est-ce que cela veut dire pour la dynamique dans l'Est du Pays ? Merci.

Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Il y a une réaction, je pense, du ministre de la Communication et Porte-parole du Gouvernement sur ce sujet, c'est une question purement bilatérale qui concerne l'Ouganda et la République démocratique du Congo. Donc, on va attendre de voir quelle décision est prise entre ces deux états souverains. C'est une décision à laquelle à la base nous n'avons pas été associés. Donc évidemment, si ce retrait des troupes ougandaises était confirmé, nous ne serions pas non plus associés à la réflexion à ce sujet. C'est quelque chose de purement souverain qui concerne les relations entre l'Ouganda et la RDC.

Question 13

Elanga Meta/ Radio La Racine (Bunia) : Ma question s'adresse aux deux porte-paroles de la MONUSCO, civil et militaire. Nous vivons depuis quelques années la révolution numérique avec l'éclosion des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Une phase noire a été révolutionnée dans la désinformation qui va avec la MONUSCO,

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

régulièrement victime, et des [gens] disent que vos Casques bleus fournissent des armes aux groupes armés, vous transportez des miliciens dans vos avions pour les emmener dans des endroits où ...

Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Monsieur, je me permets de vous interrompre parce que j'ai déjà répondu à cette question. Si vous voulez utiliser cette plateforme pour continuer ce qui est du mensonge, de la calomnie et de la désinformation, je le regrette, je préfère qu'on passe à quelque chose qui, à mon avis, est plus intéressant que des accusations qui ont été maintes fois déniées et que je réfute encore de manière la plus ferme possible. Je ne sais pas trop quoi répondre d'autres.

Question 14

Saint-Germain Ebengo/ Letonnerre.info : Dans l'une de vos réponses à mon confrère de Bunia, vous avez mis en exergue le partenariat entre le MONUSCO et les FARDC. C'est l'occasion pour moi d'évoquer les 3 journées portes ouvertes qui s'organisent au niveau de la base militaire aérienne de Ndolo, en marge de la date du 17 mai et autour du thème : « Liens, armée, Nation ». Je voudrais savoir à quel niveau les FARDC auront-elles besoin de la MONUSCO pour le renforcement de ces liens. Merci.

Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Je crois que la question serait mieux adressée aux FARDC pour savoir ce dont elles ont besoin. Moi ce que je peux vous dire, dans le cadre par exemple de la célébration de la journée des Casques bleus qui arrive à la fin du mois, nous sommes toujours avec nos partenaires des FARDC parce que s'il y a effectivement des difficultés - c'est un partenariat qui est parfois un peu viril dans ses explications, on va dire -, nous sommes vraiment des partenaires, nous sommes ensemble sur le champ de bataille. Nous allons chercher, évacuer médicalement vos soldats lorsqu'ils sont blessés. Et je pense que nous devons travailler sur ce qui est positif aussi sans évidemment cacher tout ce qui est encore un défi dans notre partenariat.

Mais nous sommes véritablement engagés avec eux et nous continuerons à travailler pour, encore une fois, faire en sorte qu'ils aient eux-mêmes les capacités, à la fois, en termes logistiques, à la fois en termes de formation, à la fois en termes de performance et évidemment de respect des droits de l'homme et du droit international dans la conduite des opérations.

Nous continuerons à faire tout ce travail avec eux pour qu'un jour, bientôt on espère, ils puissent avoir véritablement la charge de la sécurité de leur pays, les frontières de leur pays. Ce qui est leur responsabilité première et leur mission première.

Et sur ce, je vais conclure cette conférence de presse. Merci beaucoup. Merci à notre invité. Nous nous retrouvons dans deux semaines et ce sera la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU, Bintou Keita qui viendra parler avec vous. Merci à tous. Bonne continuation et bonne fin de journée sur Radio Okapi !

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06